



Assemblée générale

Distr. générale
10 février 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 113 de l'ordre du jour
**Rapport du Secrétaire général sur le Fonds
pour la consolidation de la paix**

Fonds pour la consolidation de la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Malgré la détérioration de la situation politique et des conditions de sécurité et la pandémie de COVID-19, le Fonds pour la consolidation de la paix a établi des records par rapport à presque tous les critères définis dans son plan stratégique actuel et a notamment investi un montant record de 195 067 769 dollars dans 32 pays en 2021. L'aide apportée aux programmes transfrontières ou régionaux, qui se chiffre à 26,6 millions de dollars, constitue également un record et témoigne d'une prise de conscience accrue des obstacles que représentent les facteurs de conflits transfrontières sur la voie de la pérennisation de la paix. Deux autres records ont été battus : le montant accordé dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres a atteint 51,1 millions de dollars, et 47 % de la totalité des investissements du Fonds ont ainsi été consacrés à des activités de consolidation de la paix tenant compte des questions de genre. Grâce aux montants récemment investis dans le suivi et l'évaluation, le nombre de projets évalués a plus que doublé, passant de 36 en 2020 à 86 en 2021. Les partenaires donateurs ayant généreusement répondu à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un financement accru du Fonds, le montant total des contributions versées ou annoncées a atteint 178 344 755 dollars en 2021. Pour pouvoir répondre à la demande croissante d'activités de consolidation de la paix, le Fonds aura toutefois besoin d'un appui plus important et durable.



I. Introduction

1. Le présent rapport annuel, qui porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, est le douzième rapport présenté à l'Assemblée générale en application de sa résolution 63/282. Il couvre la deuxième année de la stratégie du Fonds pour 2020-2024 et sera complété par un rapport financier audité que publiera le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires le 1^{er} mai 2022 au plus tard¹.

II. Résultats obtenus et enseignements tirés

2. Le début de l'année a été marqué par la première conférence sur la reconstitution des ressources du Fonds pour la consolidation de la paix, qui a été organisée à un niveau élevé et coprésidée par le Secrétaire général, le Président de la Sierra Leone, le Premier Ministre soudanais et les Ministres canadien et allemand des affaires étrangères. Par la suite, tout au long de 2021, les partenaires ont versé ou annoncé des contributions d'un montant cumulé de 592 millions de dollars dans le cadre de l'objectif de 1,5 milliard de dollars fixé pour la période 2020-2024².

3. Mus par cette dynamique, et dans le contexte de la pandémie, les équipes de pays des Nations Unies et leurs partenaires ont lancé de nouveaux programmes en 2021, et un montant record de 195,1 millions de dollars a été investi dans 32 pays. Le Secrétaire général a décidé que le Kirghizistan et le Niger pouvaient de nouveau bénéficier d'un appui du Fonds, compte tenu des priorités nationales définies par leurs gouvernements. Au Kirghizistan, il s'agit notamment d'appuyer la construction d'une identité civique cohérente pour renforcer la cohésion sociale, et au Niger, l'objectif est d'appuyer des modalités de gestion des ressources naturelles qui tiennent compte des risques de conflit et de renforcer la résilience des communautés touchées par la radicalisation et l'extrémisme violent. Le Fonds aidera ces deux pays à s'associer avec leurs voisins pour mieux régler les problèmes de consolidation de la paix qui ne connaissent pas de frontières, notamment les risques de sécurité liés au climat et les trafics illicites. Pour que la contribution du Fonds aux priorités fixées au niveau national puisse être plus facilement mesurée, des cadres stratégiques de haut niveau propres à guider les programmes dans les années à venir ont été lancés au Guatemala, au Kirghizistan et au Soudan du Sud.

4. Dans le cadre de sa stratégie pour 2020-2024, le Fonds a défini des domaines d'investissement prioritaires, à savoir la participation des femmes et des jeunes aux programmes de paix et de sécurité, les programmes transfrontières et les phases de transition de la présence des Nations Unies. Il convient de noter que, pour la cinquième année consécutive, le Fonds a dépassé son objectif consistant à allouer 30 % des investissements à des initiatives tenant compte des questions de genre : en 2021, ce pourcentage a atteint 47 %, un record. Ce chiffre traduit une véritable sensibilisation aux questions de genre dans les programmes ordinaires du Fonds ainsi que l'incidence de l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres, programme annuel qui a permis, dans son édition 2021, l'exécution de 38 projets pour un montant total de 51,5 millions de dollars, là aussi un record. Les organisations de la société civile ont été les bénéficiaires directes de 17 projets : c'est la première fois

¹ On trouvera des informations détaillées à l'adresse suivante : <https://www.un.org/peacebuilding/fr> ; des informations complètes sur les différents projets étant quant à elles consultables sur le portail du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, à l'adresse <http://mptf.undp.org>.

² On trouvera de plus amples informations sur les contributions des donateurs à l'adresse suivante : <https://www.un.org/peacebuilding/fr/content/contributions>.

qu'un aussi grand nombre d'entités non onusiennes reçoivent un financement direct du Fonds.

5. Conscient que de nombreux facteurs de conflit ne connaissent pas de frontières, le Fonds a approuvé l'octroi de 26,6 millions de dollars à des programmes transfrontières, soit 14 % du financement total accordé en 2021. Le Sahel est une région prioritaire pour ce type d'initiatives : le Fonds y est considéré comme un donateur exemplaire et appuie environ la moitié des programmes transfrontières menés dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Par exemple, dans la région transfrontière du Liptako-Gourma, qui est à cheval sur le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'appui du Fonds permettra aux organisations de terrain de se développer. Une autre région clé est l'Amérique centrale, où le Salvador, le Guatemala et le Honduras ont élaboré une stratégie commune pour renforcer les mécanismes nationaux et régionaux de réinsertion des migrants et réfugiés rentrant au pays et pour lutter contre la violence.

6. Les pays qui accueillent une mission des Nations Unies dont le mandat touche à sa fin et ceux dans lesquels une mission s'est terminée au cours des 10 dernières années restent prioritaires. En 2021, le Fonds a consacré 39 % de ses investissements aux activités visant à faciliter le transfert des responsabilités d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale aux interlocuteurs nationaux et aux équipes de pays des Nations Unies, alors que l'objectif fixé était de 35 %. Par exemple, en République démocratique du Congo, où la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) s'est retirée du Kasai, le Fonds a appuyé la création d'une commission provinciale pour la vérité et la réconciliation par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Au Soudan, autre pays prioritaire, de nouveaux programmes ont été approuvés et portent sur la consolidation de la paix dans les domaines des questions de genre et de l'environnement ainsi que sur l'accès aux terres et la réintégration des déplacés et des réfugiés.

7. L'action du Fonds a été guidée non seulement par les priorités définies dans la stratégie, mais aussi par les domaines d'activité qui ont pris de l'importance ces dernières années. Premièrement, le Fonds a davantage investi dans la prévention de la violence pendant les élections. Des projets en faveur de la tenue d'élections pacifiques ont été entrepris ou approuvés dans l'État plurinational de Bolivie, en Gambie, en Haïti, au Honduras, au Kenya, au Libéria, au Mali, en Ouganda et en Somalie. Ils portaient sur la participation des jeunes, les codes de conduite, les médias, la participation des femmes et les systèmes d'alerte rapide. Par exemple, en Ouganda, un projet de 2,48 millions de dollars mené par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le HCDH a contribué à réduire l'intensité des violences liées aux élections dans la sous-région de Rwenzori en janvier 2021.

8. Deuxièmement, les demandes de financement ont augmenté d'une année sur l'autre pour les projets portant sur la sécurité climatique et sur la consolidation de la paix dans le domaine de l'environnement. Pour ces projets, la démarche du Fonds pour la consolidation de la paix consiste à rassembler les partenaires afin qu'ils trouvent des solutions communes face aux nouveaux enjeux. Par exemple, la mise au point de nouveaux outils de suivi de la transhumance destinés à prévenir les membres des communautés, les nomades et les autorités locales des risques liés à la transhumance et aux cycles agricoles a permis de résoudre des centaines de conflits en Afrique occidentale et centrale, tandis que les activités de médiation menées par les groupes locaux contribuent à prévenir la violence. En Asie et dans le Pacifique, le Fonds aide les nations insulaires à évaluer et gérer conjointement les risques

climatiques communs qui exacerbent les vulnérabilités et intensifient la concurrence pour des terres émergées dont la superficie ne cesse de se réduire. Conscient qu'il faudra des solutions plus audacieuses pour faire face à la montée de l'insécurité climatique et des risques liés à l'environnement, le Fonds fera réaliser en 2022 un examen thématique des défis à relever en matière de sécurité climatique et de consolidation de la paix, en collaboration avec les partenaires concernés des Nations Unies et avec l'appui généreux du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

9. Troisièmement, on ne peut pérenniser la paix sans assurer une activité économique durable, et le Fonds recherche de nouveaux moyens de faciliter des investissements favorables à la paix dans des activités productives. En Colombie, par exemple, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement se sont associés pour aider les organisations locales opérant dans les zones touchées par le conflit à gagner des crédits d'émission de carbone qui pourront ensuite être vendus. Au Burundi, le Fonds travaillera avec le Gouvernement et des sources privées pour financer des investissements dans l'énergie renouvelable.

10. Quatrièmement, en soutenant le Mécanisme d'appui à l'action humanitaire, au développement, à la consolidation de la paix et aux partenariats, le Fonds aide l'ONU et la Banque mondiale à coordonner leurs efforts de manière à ce que les autorités nationales mobilisent davantage de ressources d'aide au développement et atteignent les objectifs d'étape fixés à cet égard. En 2021, le Mécanisme a investi 1,46 million de dollars pour favoriser cette collaboration dans plus de 13 pays.

11. Chaque année, le Fonds entreprend jusqu'à deux examens thématiques. En 2021, un examen thématique sur la consolidation de la paix tenant compte des questions de genre, commandité en partenariat avec le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères et avec l'appui de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), a montré qu'il fallait fournir des services essentiels d'appui opérationnel aux organisations de femmes et adopter des stratégies plus larges qui ne se limitent pas à favoriser la participation des femmes aux forums et instances existants. Les conclusions d'un autre examen thématique, sur la consolidation de la paix au niveau local, qui a été mené en partenariat avec le programme des Volontaires des Nations Unies et la PeaceNexus Foundation seront prises en compte pour rechercher de meilleures façons de soutenir les organisations locales et d'adapter les efforts de consolidation de la paix aux contextes locaux.

12. Il ne fait aucun doute que la consolidation de la paix revêt un caractère urgent. La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a monopolisé l'attention de la communauté internationale, alors même que les tensions et la violence vont croissant et que les coups d'État et les manifestations se multiplient dans bien des régions. Le Fonds est donc plus que jamais nécessaire. Dans le cadre de ses activités, il défend les thèmes du rapport du Secrétaire général de 2021 intitulé « Notre Programme commun » ([A/75/982](#)), notamment la prévention des conflits dans tous les contextes, le renforcement de l'action intergénérationnelle et la refonte du contrat social. Le Fonds est favorable à une nouvelle génération de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable conçus en tenant compte du programme de prévention. De plus, la solidité des résultats qu'il a obtenus en 2021 montre qu'il est capable d'être efficace même en temps de crise. Les activités de l'ONU financées par le Fonds sont essentielles pour faire en sorte que, lorsque le monde sortira de la crise sanitaire actuelle, il le fera de manière que ses fondations soient plus inclusives, sur le plan social et politique comme sur celui de la sécurité.

Tableau 1
Décisions relatives au Fonds pour la consolidation de la paix prises en 2021

(En dollars des États-Unis)

	Montants approuvés en 2021		Total
	Mécanisme de financement des interventions rapides	Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix	
Angola ^a	1 600 000,00	–	1 600 000,00
Burkina Faso	5 694 543,00	5 710 000,00	11 404 543,00
Burundi	3 000 000,00	4 475 749,00	7 475 749,00
Cameroun	1 500 000,00	4 562 043,40	6 062 043,40
Colombie	3 650 000,00	3 000 000,00	6 650 000,00
Côte d'Ivoire	3 466 138,00	–	3 466 138,00
El Salvador	1 500 000,00	–	1 500 000,00
Gambie	3 897 379,40	3 494 150,27	7 391 529,67
Guatemala	1 500 000,00	6 990 356,51	8 490 356,51
Guinée	4 205 499,00	2 610 890,76	6 816 389,76
Guinée-Bissau	2 906 693,69	3 343 349,82	6 250 043,51
Haïti	3 000 000,00	4 500 000,00	7 500 000,00
Honduras	3 000 000,00	–	3 000 000,00
Îles Salomon	1 499 960,00	–	1 499 960,00
Kenya	1 000 000,00	–	1 000 000,00
Kirghizistan	2 099 732,22	3 000 000,00	5 099 732,22
Libéria	1 200 000,00	5 401 591,00	6 601 591,00
Mali	3 850 000,00	4 500 000,00	8 350 000,00
Mauritanie	1 500 000,00	1 479 494,00	2 979 494,00
Niger	2 555 457,00	8 999 655,00	11 555 112,00
Ouzbékistan ^a	1 500 000,00	–	1 500 000,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 000 000,00	–	3 000 000,00
République centrafricaine	3 799 963,45	3 508 593,13	7 308 556,58
République démocratique du Congo	4 496 564,00	3 000 000,00	7 496 564,00
Sénégal	1 400 000,00	–	1 400 000,00
Sierra Leone	4 040 333,00	–	4 040 333,00
Somalie	2 285 000,05	7 000 000,33	9 285 000,38
Soudan	4 498 342,00	9 982 253,51	14 480 595,51
Soudan du Sud	2 787 745,00	13 845 896,72	16 633 641,72
Sri Lanka	3 000 000,00	–	3 000 000,00
Tchad	–	9 000 000,00	9 000 000,00
Nations Unies	3 230 396,00	–	3 230 396,00
Total	86 663 745,81	108 404 023,45	195 067 769,26

Source : Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, janvier 2022.

Note : il est rendu compte dans le tableau des décisions de financement qui ont été prises en 2021 et non des fonds qui ont été effectivement transférés.

^a En qualité de partenaire d'un projet transfrontière ou régional.

III. Régions dans lesquelles le Fonds pour la consolidation de la paix est actif

A. Afrique centrale et Afrique australe

13. Au Tchad, après la mort du Président en avril, un conseil militaire de transition a pris le pouvoir, avec le soutien d'un gouvernement de transition dirigé par des civils, et s'est engagé à organiser des élections crédibles dans les 18 mois. Dans ce contexte de transition politique, les investissements du Fonds ont contribué à renforcer la confiance entre les communautés locales et l'État et à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs et l'extrémisme violent, tout en promouvant une gestion plus équitable et pacifique des ressources naturelles. À la demande du Premier Ministre, l'appui fourni par le Fonds contribuera à ce que le dialogue national à venir, étape clé de la transition, associe toutes les parties et soit conforme aux normes internationales en matière de droits humains. À N'Djamena, Bol et Moundou, un projet de 3,5 millions de dollars porté par le HCDH, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) a permis de créer trois nouveaux bureaux juridiques qui ont déjà traité près de 100 demandes d'assistance juridique liées à des conflits intercommunautaires. Dans l'est du Tchad, 198 différends relatifs aux ressources naturelles ont été réglés par des comités mixtes composés d'autochtones, de migrants et de représentants des autorités locales, grâce à un projet de 3,1 millions de dollars exécuté par le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Dans le centre du pays, 3 254 jeunes ont été informés des risques associés aux migrations irrégulières, notamment une vulnérabilité accrue face au recrutement par des groupes armés non étatiques dans le nord du Tchad et en Libye, grâce à un projet de 3,5 millions de dollars exécuté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le PAM. Associé à une formation professionnelle, ce projet a créé un environnement propice au dialogue et renforcé la confiance entre les jeunes et les autorités locales. Dans les provinces du Lac et du Hadjer-Lamis, une étude sur les modalités de recrutement de Boko Haram, soutenue par le Fonds et lancée dans le cadre d'une initiative de 1,5 million de dollars portée par le PNUD et l'UNICEF, a permis de trouver des moyens d'empêcher de tels recrutements, notamment parmi les femmes et les filles.

14. En République centrafricaine, le Fonds soutient l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019 en aidant diverses communautés à mieux le comprendre et à participer à sa mise en œuvre. Grâce à une initiative de 800 000 dollars portée par l'organisation African Centre for the Constructive Resolution of Disputes, 1 000 jeunes ont rejoint les comités préfectoraux de mise en œuvre et les comités de paix locaux qui sont chargés d'appliquer l'Accord au niveau local, tandis qu'une campagne de sensibilisation menée par le FNUAP, ONU-Femmes et l'organisation Search for Common Ground a permis à 41 % de la population du pays de mieux comprendre les dispositions de l'Accord. D'autres investissements du Fonds aident les communautés à gérer les conflits locaux. À Bambari, les communautés locales se seraient senties plus en sécurité en 2021 qu'en 2019, en partie grâce à un projet de 2 millions de dollars exécuté par l'OIM qui a contribué à réduire de 70 % le nombre d'atteintes à la sécurité depuis 2019. Les médiatrices communautaires qui ont été formées dans le cadre du projet ont contribué à ce résultat en réglant 86 % des conflits portés à leur attention. À Bossangoa, des organisations dirigées par des femmes promeuvent des relations de confiance en assurant la médiation entre les communautés locales et les unités de sécurité composées de membres des forces armées, de la gendarmerie et de la police et d'anciens membres de groupes armés. Réduire la violence est certes essentiel, mais il n'y a pas de paix durable sans justice. Dans le cadre d'un projet de 4,5 millions de dollars, le PNUD et ONU-Femmes ont fourni une aide juridique et un

soutien psychosocial à 11 431 victimes de violences, dont une majorité de femmes. Ce projet a également permis que 11 nouveaux commissaires, dont cinq femmes, rejoignent la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation.

15. Les investissements faits par le Fonds dans les initiatives de stabilisation menées en République démocratique du Congo sont destinés à appuyer le plan de transition de la MONUSCO, y compris les activités de renforcement de l'état de droit grâce auxquelles les tribunaux ont prononcé cinq condamnations pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Ils contribuent également à la réintégration de 486 ex-combattants dans le cadre d'un projet de remise en état des infrastructures communautaires à forte intensité de main-d'œuvre mené dans les provinces du Kasai, du Kasai-Central et du Tanganyika ; les communautés bénéficiaires y gagnent une aide à la subsistance, un accès aux services essentiels et un dialogue intercommunautaire. D'autres investissements dans ces mêmes régions renforcent la confiance entre les groupes ethniques et les institutions de l'État ; c'est notamment le cas d'un projet de 3 millions de dollars mené par le HCR, le FNUAP et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) grâce auquel 24 612 enfants de communautés déplacées ont obtenu des actes de naissance. Dans le Sud-Kivu, l'OIM aide plus de 300 mineuses appartenant à deux coopératives à mieux gérer leurs sites et défendre leurs droits. Grâce à cette initiative de 1,5 million de dollars, ces mineuses ont rejoint deux filières d'exploitation minière exemptes de conflits qui réinvestissent les bénéfices dans des activités de développement local qui profitent à des communautés entières. Ailleurs, 33 huttes de la paix gérées par des femmes ont permis de résoudre au moins 47 différends, notamment ceux qui opposaient les agriculteurs et éleveurs Twa et Bantou. Depuis le début du projet, huit femmes ont été nommées chefs de village ou de quartier, ce qui montre que leur aptitude à diriger a été reconnue dans leurs communautés.

16. À la frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, le commerce transfrontalier et la réintégration d'anciens membres de groupes armés favorisent les échanges entre communautés et renforcent la confiance. Dans le cadre d'un projet de 3 millions de dollars, le PAM a formé 4 768 agriculteurs aux méthodes d'agriculture durable et, grâce à un réseau de 12 coopératives, sensibilisé plus de 1 500 agriculteurs supplémentaires à la question par l'intermédiaire des écoles de terrain mises en place par la FAO. Grâce à l'appui fourni par la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration, plus de 1 000 ex-combattants ont bénéficié d'une assurance maladie et d'un capital de départ leur permettant d'entreprendre des activités génératrices de revenus qui faciliteront leur réintégration.

17. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, une initiative de 2,2 millions de dollars menée par le FNUAP, l'OIM et la FAO aide les populations marginalisées, notamment les communautés déplacées, à coopérer avec les autorités locales, et contribue ainsi à créer un climat de confiance. Dans ce cadre, des consultations ont été menées pour faire en sorte que les plans de développement local tiennent compte des préoccupations des femmes et des jeunes. Ce processus consultatif a été pris pour modèle par 15 autres communautés. Ailleurs dans l'Extrême-Nord, un projet de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'OIM promeut la réduction de la violence au moyen d'interventions sanitaires et sociales inclusives qui bénéficient aux populations marginalisées. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, 50 prestataires de soins de santé locaux, formés dans le cadre d'une initiative du FNUAP d'un montant de 1,5 million de dollars, ont permis à 202 personnes rescapées de violences de genre de participer à des activités génératrices de revenus susceptibles de favoriser leur rétablissement. Dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, un nouvel outil de suivi de la transhumance, mis au point grâce à un investissement de 2,5 millions de dollars du Fonds, fournit des informations essentielles sur les mouvements de bétail qui permettront de prévenir les conflits intercommunautaires.

liés à la transhumance. En parallèle, 15 comités de village s'emploient à apaiser les tensions locales et développent des activités communautaires promouvant de bonnes pratiques agropastorales.

B. Afrique de l'Est

18. À Madagascar, le Fonds s'est employé en priorité à renforcer la sécurité et à promouvoir l'autonomie socioéconomique des jeunes et des femmes et leur capacité à se faire entendre dans les communautés marginalisées. À Betroka, une réduction des vols de bétail et de la criminalité plus généralement a amélioré le sentiment de sécurité de la population locale à l'issue d'un projet de 3,5 millions de dollars porté par le PNUD, l'OIM et le FNUAP. Associé au versement d'une aide à la création de revenus à plus de 6 700 ménages et à des initiatives visant à améliorer l'accès à la justice et les relations entre civils et militaires, ce projet a réduit la vulnérabilité qui est source de mécontentements. Dans la banlieue d'Antananarivo, 316 jeunes ont commencé à élaborer des plans d'entreprise avec l'aide de 13 centres de formation, tandis que d'autres ont rejoint des comités locaux et mènent des campagnes de sensibilisation en faveur de l'emploi des jeunes. Dans les régions septentrionales de Diana et Sava, les initiatives de dialogue et d'alerte rapide lancées dans le cadre d'un projet de 1,5 million de dollars porté par l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'UNICEF et le FNUAP ont permis de réduire de 50 % les vols de récoltes de vanille, de renforcer le sentiment de sécurité des communautés et d'accroître la participation des jeunes au dialogue social et aux initiatives de paix locales. Pour lutter contre la corruption, qui favorise la criminalité, un projet de 2 millions de dollars exécuté par le PNUD, le HCDH et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a permis au Bureau indépendant anti-corruption d'ouvrir deux nouveaux centres régionaux de lutte contre la contrebande de ressources naturelles et d'autres crimes, et un troisième centre ouvrira début 2022.

19. En Somalie, le Fonds favorise l'instauration d'un climat de confiance et la cohésion sociale entre divers groupes, en particulier en ce qui concerne les élections. Les projets gérés par le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ont contribué à la construction du bâtiment du Gouvernement fédéral devant abriter le mécanisme de règlement des différends électoraux et ont renforcé les capacités du comité ad hoc de règlement des différends électoraux. Pour renforcer la sécurité électorale, une initiative conjointe menée avec la Folke Bernadotte Academy a permis de créer des services chargés de l'accueil des femmes dans 13 centres d'opérations conjoints soutenus par le Fonds et ainsi de répondre aux préoccupations spécifiques des femmes dans ce domaine. Indépendamment des élections, les organisations Life and Peace Institute et Somali Peace Line ont organisé plus de 630 dialogues communautaires. Chacun de ces dialogues a réuni des jeunes, d'autres membres de la communauté et des anciens des clans de Baidoa, de Jawhar et de Caabduwaaq pour qu'ils trouvent ensemble les moyens de répondre aux besoins de la communauté, notamment face à la pandémie de COVID-19, et de favoriser des relations de soutien. En dépit des progrès accomplis, un projet de 2 millions de dollars mené par l'UNICEF pour réduire le recrutement d'enfants par les forces armées et les groupes armés a obtenu des résultats mitigés, ce qui montre à quel point instaurer la paix est difficile après des décennies de conflit. Le nombre de violations graves des droits de l'enfant est toujours préoccupant, mais il convient de noter que ce projet a bénéficié à 861 anciens enfants soldats ou enfants à haut risque et qu'un seul cas de récidive a été signalé. Le changement de perception suscité chez les acteurs militaires somaliens, qui ont cessé de considérer les enfants soldats comme des criminels et reconnaissent aujourd'hui que ce sont des victimes, est une autre réussite essentielle du projet qui a permis qu'un

plus grand nombre d'ex-combattants mineurs soient confiés aux services de protection de l'enfance plutôt que traduits en justice.

20. Au Soudan du Sud, le Fonds promeut une paix inclusive par l'autonomisation, la protection et la participation effective des femmes et des jeunes. À Aweil et Akobo, les autorités nationales ont créé deux centres polyvalents de lutte contre la violence de genre, grâce à un projet de 3 millions de dollars exécuté par le FNUAP. Dans ces centres, 303 personnes rescapées de violences de genre et 27 personnes rescapées de mariages d'enfants ont reçu un soutien médical, psychosocial et juridique confidentiel. L'augmentation des signalements de violences de genre et d'autres crimes qui a été constatée après la tenue de dialogues soutenus par le Fonds dans 18 communautés et 14 payams indique que la population fait davantage confiance à la police depuis ces dialogues. Le Fonds contribue en outre à renforcer la sécurité des femmes grâce à une initiative de 4,5 millions de dollars portée par le PNUD et ONU-Femmes qui permet à 41 comités chargés des relations entre la police et la population, dont près de la moitié des membres sont des femmes, d'assurer plus efficacement la sécurité. De plus, neuf gangs de Wau se sont engagés à cesser les hostilités et à devenir les acteurs d'un changement positif lors d'un événement qu'ils ont organisé en juillet avec l'appui d'un projet de 2,8 millions de dollars financé par le Fonds. Grâce à ce projet, 210 jeunes ont commencé à produire et à distribuer du savon et des masques de protection pour aider à lutter contre la pandémie de COVID-19.

21. Malgré les problèmes politiques et les problèmes de sécurité récemment survenus au Soudan, l'appui apporté par le Fonds à la mise en œuvre de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan et à la consolidation de la paix au niveau local est resté constant. La stratégie du Fonds consiste à financer un ensemble de mesures de soutien dans les cinq États du Darfour après le retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour. Nombre de ces mesures impliquent des mécanismes communautaires de résolution des conflits. Dans les cinq États, dans des endroits tels que Jebel Moon, El-Fasher, Yassin et Jebel Marra, ces mécanismes renforcent la sécurité locale en réglant des centaines de différends liés à l'accès à la terre et à l'eau et en jouant un rôle de médiation en vue de la conclusion d'accords durables entre groupes hostiles, par exemple entre les nomades et les pasteurs ou entre les administrations locales et les communautés déplacées. Ces efforts ont eu pour effet combiné de renforcer le sentiment de sécurité et d'encourager un nombre croissant de Soudanais déplacés à rentrer chez eux ; c'était notamment le cas à Greida, dans le Darfour méridional, où l'amélioration des conditions de sécurité est le fruit d'une initiative de 3,3 millions de dollars portée par le HCR, le PNUD et l'UNICEF qui a permis de construire de nouveaux postes de police et de former le personnel des forces de l'ordre. La construction de nouveaux établissements sanitaires qui prennent en charge nomades et pasteurs et la fourniture d'une aide juridique répondent aux besoins des communautés d'accueil et des rapatriés dans les domaines autres que la sécurité et favorisent une réinstallation durable en réduisant les tensions locales.

C. Afrique de l'Ouest

22. L'une des caractéristiques de l'investissement du Fonds en Afrique de l'Ouest est la mise en place d'initiatives propres à régler les conflits liés à la transhumance qui transcendent les frontières nationales. Dans la région du Liptako-Gourma, les mécanismes de consultation et la mise au point d'outils de suivi de la transhumance ont permis de régler environ 50 % des 331 différends soumis aux autorités locales et aux mécanismes communautaires en 2021. Treize nouveaux points d'eau et d'autres infrastructures contribueront à limiter de futurs conflits au sujet des ressources partagées. À la frontière entre le Mali et la Mauritanie, grâce à un projet de 3 millions de dollars exécuté par la FAO et l'OIM, un autre outil de suivi de la transhumance

gène des informations sur les dynamiques transfrontières et comprend un mécanisme d'alerte rapide qui permet de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. À la frontière entre le Mali et le Niger, le nombre de conflits locaux a été réduit de 69 % dans cinq communes grâce à la prise en compte de la protection de l'environnement dans le travail des commissions foncières locales et au renforcement des capacités locales de protection de l'environnement et de règlement des conflits. Dans un autre domaine, une initiative menée au Bénin, au Burkina Faso et au Togo aide les jeunes et les chefs religieux à renforcer les capacités d'alerte rapide au niveau communautaire et à prévenir les recrutements par des groupes extrémistes violents.

23. En Mauritanie, les investissements du Fonds permettent de protéger et de promouvoir les droits des femmes et des jeunes et d'aider les autorités locales à compenser les inégalités, à prévenir l'extrémisme violent et à réduire les conflits intercommunautaires. En 2021, l'UNESCO et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont lancé une campagne nationale visant à accroître la présence des femmes dans les professions relevant des domaines de la justice, de la sécurité et de la défense, tandis qu'un plan d'action visant à ce que le système pénitentiaire tienne mieux compte des questions de genre a été approuvé et sera mis en œuvre en 2022. Dans le bassin de Karakoro, un dialogue régional et une plateforme d'alerte rapide ont été établis en coopération avec les autorités locales pour prévenir les conflits intercommunautaires, grâce à un projet de 1,5 million de dollars exécuté par le PAM et la FAO. Ailleurs, des comités de village comptent désormais des femmes, des jeunes et des réfugiés parmi leurs membres, ce qui leur permet de trouver des solutions plus globales en matière de prévention des conflits.

24. En 2021, la détérioration des conditions de sécurité et l'érosion du consensus politique au Burkina Faso ont souligné l'importance stratégique des investissements du Fonds. Des audiences foraines appuyées par le Fonds ont examiné 780 affaires civiles et pénales et délivré 2 500 nouveaux certificats de nationalité, tandis que les systèmes d'assistance juridique mis en place dans cinq pénitenciers ont permis que tous les prévenus aient accès à des conseils juridiques. Grâce à un projet de 1,5 million de dollars porté par l'OIM et le HCR, 100 microprojets lancés par des jeunes et des femmes à Kaya, Dori, Barsologo et Gorom-Gorom dans le cadre d'un processus participatif ont renforcé la cohésion sociale entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées. Dans les régions du Nord et du Sahel, 150 mécanismes d'alerte rapide ont organisé 123 dialogues communautaires visant à réduire les tensions, tandis que dans les régions de l'Est et du Centre-Est, 10 observatoires communautaires de gestion des conflits ont été créés ou réactivés. Les comités d'action communautaire dirigés par des femmes de Kaya, Boussouma, Kongoussi et Sabsé ont facilité la réconciliation entre les villages de Sanrgho et de Nienega-Foulbé, dans le Centre-Nord, après plus d'un an de conflit. Ils ont également aidé 100 femmes des communautés d'accueil et des communautés déplacées de Koulogo à réactiver les mécanismes traditionnels de paix et de cohésion sociale qui avaient pratiquement disparu.

25. En Guinée, la stratégie du Fonds en matière de cohésion sociale, qui consiste à instaurer un dialogue inclusif, à mettre en place des mécanismes de règlement des conflits et à élargir les perspectives économiques des groupes à risque, est restée pertinente après un coup d'État survenu en septembre. Dans les régions caractérisées par des niveaux élevés d'insécurité, la violence communautaire a diminué de 14 %, tandis que le sentiment de sécurité des femmes a augmenté de 11,5 %, en partie grâce aux interventions de 800 leadeuses qui ont été financées dans le cadre d'un projet de 1,1 million de dollars mené par le PNUD et l'UNICEF. Dans d'autres régions, un projet de 1,25 million de dollars mené par le FNUAP, l'OIM et le PNUD a contribué à renforcer la sécurité des populations locales en aidant de jeunes chauffeurs de taxi à se détourner de la violence électorale et à devenir acteurs d'un changement positif

dans leurs communautés. Dans la région de la Guinée forestière, avec le soutien du PNUD et de Search for Common Ground, plus de 350 conflits ont été soumis aux mécanismes locaux d'alerte rapide et de règlement des conflits soutenus par le Fonds, qui réunissent les membres de la communauté et des représentants des autorités. Cette initiative fait partie d'un ensemble de mesures d'appui qui vise à favoriser une plus grande collaboration entre les communautés et à améliorer les relations avec les forces de sécurité dans la région.

26. Pour promouvoir un processus participatif de réforme constitutionnelle en Guinée-Bissau, l'Assemblée nationale populaire a lancé, avec le concours du PNUD, du FNUAP et du PAM, une campagne d'information visant à sensibiliser le grand public à ces questions et à multiplier les espaces de participation des citoyens. En parallèle, l'Association des femmes juristes a organisé des consultations dans tout le pays pour que les citoyens puissent donner leur avis sur la nécessité de prendre en compte les questions de genre dans la version révisée de la Constitution. Pour que la société civile joue un rôle plus important dans le processus de réforme, plus de 25 organisations ont créé un espace de consultation qui permet aux organisations de la société civile de suivre les initiatives gouvernementales en matière de santé, d'éducation, de gouvernance et de législation. Face à des problèmes de corruption persistants, l'Assemblée nationale populaire a été saisie de la première stratégie nationale de lutte contre la corruption, élaborée avec le soutien d'un projet de 2 millions de dollars porté par l'ONUDC, le PNUD et l'OIM. Ce projet a également contribué à la création de structures locales de protection transfrontières chargées de surveiller la traite des êtres humains et a renforcé les capacités d'enquête et les moyens opérationnels de la gendarmerie, de la police judiciaire et de la garde nationale en matière de poursuites. Pour aider les futurs dirigeants à acquérir les compétences nécessaires, la première académie nationale de formation aux fonctions de direction a lancé des cours de formation à l'encadrement en 2021, avec le soutien du PNUD, du FNUAP et du PAM. De plus, 73 % des personnes ayant participé à une initiative de l'organisation Interpeace se sont impliquées dans les travaux d'institutions formelles et traditionnelles de prise de décision, ce qui a contribué à améliorer les relations avec les autorités locales.

27. Au Togo, où l'appui fourni par le Fonds vise à réduire les risques d'extrémisme violent, des centaines de jeunes et des représentants des autorités traditionnelles, religieuses et officielles ont établi des chartes de confiance intergénérationnelles dans plusieurs préfectures cibles, l'objectif étant que les jeunes soient systématiquement associés à la prise de décision au niveau local et à l'élaboration de plans de développement local. Ces chartes s'inscrivent dans une stratégie globale qui vise à répondre aux besoins des jeunes, notamment en appuyant 23 projets générateurs de revenus dirigés par des jeunes, dans le cadre d'un projet de 2,4 millions de dollars exécuté par le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF.

28. Malgré l'insécurité liée au coup d'État, les investissements du Fonds au Mali ont contribué à la mise en place et au bon fonctionnement d'une infrastructure juridique indispensable dans le domaine des droits humains et des litiges fonciers. Ainsi, dans le cadre d'un effort conjoint mené par le HCDH, ONU-Femmes, le PNUD et Interpeace, 46 litiges fonciers ont été résolus dans le centre du Mali grâce à la médiation de commissions foncières nouvellement créées et soutenues par le Fonds. D'autres projets soutenus par le Fonds au Mali ont contribué à réduire l'exclusion sociale et politique qui est source de mécontentements et alimente les conflits. À la suite d'une initiative menée par la FAO, le PNUD et ONU-Femmes pour promouvoir des plans de développement local qui soient plus adaptés aux jeunes, 83 % des jeunes de six communautés du centre du Mali se sont déclarés satisfaits de l'amélioration de leurs conditions socioéconomiques. Au niveau politique, une politique nationale de la jeunesse a été rédigée et adoptée lors d'une conférence nationale de la jeunesse, et

ce grâce à un partenariat entre le Ministère de la jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, l'UNICEF et Search for Common Ground. Cette politique vise à instaurer un climat de confiance entre les dirigeants nationaux et locaux, les autorités et les jeunes par l'intermédiaire d'une stratégie institutionnalisée plus large.

29. L'une des pierres angulaires des investissements du Fonds au Liberia a été de promouvoir la participation des femmes, notamment à des fonctions de direction, en tant que composante essentielle de la pérennisation de la paix. Une initiative de 1,5 million de dollars portée par ONU-Femmes et le HCDH a contribué à renforcer les mécanismes permettant de rendre compte de l'application du plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité et a produit une stratégie de financement innovante, approuvée par le Gouvernement, pour donner effet à ce plan. Dans le même temps, un projet de 1,3 million de dollars exécuté par l'organisation ZOA permet à 2 000 femmes et à 2 000 jeunes hommes et femmes de suivre des indicateurs de la violence par l'intermédiaire de centres de crise tenus par des femmes ; grâce à ces centres, 530 cas ont été traités, dont 20 cas de violences liées aux élections à l'approche d'une élection partielle tenue en novembre 2021. En plus de favoriser l'avancement des femmes, un investissement de 4 millions de dollars exécuté par le PNUD, ONU-Femmes et le PAM promeut le dialogue entre les communautés locales et les industries extractives et soutient l'accès des communautés aux terres. Dans le cadre de ce projet, Nimba Rubber Incorporated a dédommagé les communautés affectées par l'industrie du caoutchouc en leur fournissant un soutien éducatif et une aide à la subsistance. Trois études d'impact environnemental et social permettront de mieux comprendre l'impact de l'exploitation minière et des autres industries extractives sur l'environnement dans les comtés de Nimba, de Cape Mount et de Sinoe. Pour promouvoir de meilleures conditions dès le début de la procédure de passation de marchés, 208 observateurs ont été déployés dans plusieurs comtés du Libéria dans le cadre d'un dispositif d'alerte rapide : ils surveilleront l'exécution des contrats de concession et contribueront ainsi à ce que les industries extractives s'acquittent de leurs responsabilités.

30. En Sierra Leone, le Fonds allie règlement des différends au niveau local et aide à la subsistance pour encourager l'élaboration de solutions de proximité qui fassent participer les jeunes à la prise de décision et à la prévention des conflits. Dans les districts de Moyamba et de Pujehun, jusqu'à présent, 26 des 78 litiges opposant des communautés et des entreprises privées ont été réglés par des comités de recours soutenus par le Fonds. Dans le cadre de cette même initiative, qui est portée par le PAM et le PNUD, la réparation des canaux d'irrigation par 3 600 jeunes a permis de réduire les tensions entre les associations d'agriculteurs et les entreprises privées, et aucun cas de violence n'a été signalé depuis que les réparations ont été effectuées. Dans les districts de Tonkolili et de Pujehun, un projet de 1,4 million de dollars exécuté par l'organisation Cordaid a aidé des mécanismes locaux de règlement des différends à davantage associer les jeunes à leurs travaux. L'autonomisation des jeunes a été renforcée par un projet de 3 millions de dollars exécuté par la FAO, le PNUD et le FNUAP, grâce auquel 418 jeunes susceptibles d'être recrutés par des gangs ont rejoint des mécanismes de prise de décision locaux, se sont vu proposer un appui sous la forme de débouchés socioéconomiques et ont été encouragés à travailler avec les autorités pour concevoir de meilleures initiatives de mobilisation et de réintégration des jeunes.

31. En Côte d'Ivoire, où le Fonds soutient les mesures prises au niveau local pour réparer les injustices et réduire les tensions intercommunautaires, les autorités locales font de plus en plus souvent appel à 175 médiatrices formées grâce aux 12 plateformes de prévention des conflits dirigées par des femmes qui ont été créées dans le cadre d'un projet de 3,7 millions de dollars exécuté par l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD et

l'UNESCO. Dans les zones frontalières proches du Libéria, des réseaux composés de comités de paix locaux et de cellules civilo-militaires ont réglé plus de 360 conflits et renforcé la confiance intercommunautaire par le dialogue et par des campagnes de prévention des violences électorales. Grâce à un projet exécuté par le PNUD, 800 ex-combattants ont été réintégrés dans leurs communautés, où ils sont aujourd'hui pompiers, gardes forestiers ou gardiens de prison. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, des jeunes ont engagé des dialogues interculturels pour protéger les forêts, espaces sacrés, et pour réduire les conflits liés à l'exploitation illégale de celles-ci. Grâce à ces efforts, menés par le PNUD et l'UNESCO dans le cadre d'un projet de 1,5 million de dollars, les jeunes s'assurent des moyens de subsistance durables dans des domaines tels que l'écotourisme et les pépinières forestières. Le Fonds a aussi investi dans les mécanismes des droits humains par le biais d'un projet de 2,6 millions de dollars, mené par le PNUD et la FAO, qui a permis de réformer le Conseil national des droits de l'homme et de créer 31 bureaux régionaux dans tout le pays, d'accélérer les audiences pour 452 procédures pénales ayant pris du retard et de favoriser la réconciliation en lançant 21 projets de réparation communautaires. Ces projets consistent à redresser les griefs de longue date des communautés touchées par le conflit en améliorant l'accès aux services essentiels, notamment à l'eau et aux soins de santé.

32. En Gambie, la Commission vérité, réconciliation et réparations a terminé son mandat de trois ans ; d'après une enquête réalisée en 2021, elle jouit d'une cote de popularité de 90 % auprès du public. En novembre 2021, elle a remis au président un rapport final en 17 volumes qui a été rendu public le 24 décembre. Au cours de son mandat, la Commission a tenu 23 audiences publiques et reçu plus de 2 500 déclarations, et elle a été soutenue par un projet de 4,7 millions de dollars exécuté par le PNUD et le HCDH. En 2022, le Fonds aidera le Gouvernement à donner suite aux recommandations de la Commission, et il se félicite de l'engagement de celui-ci en faveur d'une justice transparente et adaptée. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2021, un projet de 2,2 millions de dollars mené par le FNUAP, le PNUD et l'UNESCO a permis de créer des centres d'alerte rapide dirigés par des jeunes, tandis qu'une initiative de 1,6 million de dollars portée par le PNUD et l'UNICEF a soutenu le dialogue entre les partis. Un forum national des parties prenantes a été organisé par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le Comité gambien interpartis avec la participation de haut niveau du Bureau, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. À cette occasion, 18 partis politiques se sont engagés par écrit à ce que les élections soient pacifiques et exemptes de discours de haine. D'autres investissements du Fonds visent à répondre aux besoins en matière de santé mentale et de sécurité. À l'heure où les Gambiens déplacés par des épreuves rentrent chez eux, un projet de 2,3 millions de dollars mené par l'OIM, le Centre du commerce international et le FNUAP a permis à 1 700 personnes d'avoir accès à un appui en matière de santé mentale et de créer un espace de dialogue entre les communautés d'accueil et les rapatriés afin de lutter contre la stigmatisation dont ces derniers sont souvent victimes. Grâce à un projet de 1,6 million de dollars exécuté par le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP, le nombre de signalements de faits de violence sexuelle et fondée sur le genre a augmenté de 82 % par rapport à 2020.

D. Amérique latine et Caraïbes

33. Dans l'État plurinational de Bolivie, un investissement du Fonds de 3 millions de dollars exécuté par le HCDH, le PNUD et ONU-Femmes en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères a fourni un soutien essentiel à une transition

pacifique et démocratique. À l'appui des élections de 2020 et 2021, et en collaboration avec le Bureau électoral plurinational, le Fonds a contribué à organiser 370 dialogues électoraux auxquels ont participé 13 700 personnes, dont des représentants de partis politiques, des femmes, des jeunes et des représentants des populations autochtones et des organisations de la société civile. D'autres volets de la stratégie du Fonds ont permis de renforcer l'égalité humaine et l'égalité des genres : citons notamment la surveillance indépendante du respect des droits humains menée par quatre organisations nationales de la société civile et l'assistance technique fournie aux entités publiques pour qu'elles puissent prévenir la violence à l'égard des femmes, promouvoir la participation des femmes à la vie politique et appuyer les initiatives de consolidation de la paix prises par des leadeuses autochtones rurales.

34. En Colombie, le Fonds soutient la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable de 2016 et figurait parmi les cinq principaux donateurs ayant contribué aux efforts de paix menés au niveau national en 2021. Dans un projet pilote phare, des initiatives de financement novatrices ont été testées afin de susciter des investissements supplémentaires pour la paix. Après avoir initialement investi 3 millions de dollars aux fins de la réintégration des ex-combattants, le Fonds a mobilisé 13,2 millions de dollars d'investissements du secteur privé afin d'améliorer la situation socioéconomique de 4 500 ex-combattants, victimes et membres des communautés vivant dans les zones touchées par le conflit. Aux fins d'une paix plus inclusive, une initiative de 1,1 million de dollars menée par l'organisation Christian Aid Ireland a permis d'étayer 11 affaires stratégiques qui ont été présentées à la Juridiction spéciale pour la paix, l'objectif étant que soient reconnus les droits des femmes et des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers qui ont été victimes du conflit armé.

35. Au Guatemala, la numérisation de 2,9 millions de documents provenant des archives historiques de la police nationale, permise par un projet de 4 millions de dollars exécuté par le PNUD, a mis des informations essentielles sur les violations commises à la disposition des institutions judiciaires et de 2 700 victimes de graves violations des droits commises pendant le conflit armé interne. Dans le cadre de ce projet, les conseils techniques et juridiques et le soutien psychosocial fournis à près de 2 000 membres de familles de victimes et témoins ont débouché sur l'ouverture de huit procédures portant sur des violations graves des droits. Pour mettre fin au cycle de la violence, le Ministère de l'éducation a fait figurer, à titre expérimental, la justice transitionnelle, la mémoire historique et l'éducation à la paix dans les programmes de sciences sociales des universités. Grâce à un investissement de 1,5 million de dollars, l'ONUSUD, l'OIT et ONU-Femmes ont soutenu une participation à part égale des leadeuses autochtones occupant des postes à responsabilités : 25 bénéficiaires du projet sont devenues membres de conseils électoraux locaux et 92 leadeuses se sont employées à lutter contre les discours de haine et la violence faite aux femmes dans trois régions. Pour répondre aux besoins des migrants rentrés au pays, les administrations locales ont concouru au démarrage de 68 entreprises dirigées par des jeunes grâce à un projet de 1,5 million de dollars exécuté par la FAO, l'OIM et l'UNESCO.

36. Au Honduras, à l'approche des élections, un projet de 3 millions de dollars exécuté par le HCDH, le PNUD et ONU-Femmes a conduit à la création de deux instances techniques, composées d'acteurs des pouvoirs publics, de la communauté internationale et de la société civile, qui ont été chargées de régler les différends électoraux. Ce projet a contribué à la sensibilisation aux questions de genre : en effet, 25 femmes transgenres ont été nommées observatrices électORALES et une nouvelle loi électorale comporte des dispositions favorisant la participation égale des femmes. Ailleurs, plus de 3 000 conflits communautaires et familiaux ont été désamorcés par 30 responsables locaux grâce à un projet de 1,5 million de dollars exécuté par

l'UNICEF et l'organisation Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras, qui a également permis que neuf entreprises privées proposent des sessions de formation et des capitaux de lancement à de petites entreprises dirigées par des femmes qui s'attaquent aux causes profondes de la violence de genre.

37. En Haïti, l'assassinat du Président et un puissant tremblement de terre ont remis en cause la stabilité du pays et entraîné des retards supplémentaires dans l'organisation des élections, qui auraient dû se tenir il y a longtemps. Néanmoins, le groupe créé par le Conseil électoral provisoire pour prévenir et gérer les violences électorales a lancé une stratégie de prévention visant à réduire la violence électorale et politique, notamment à l'égard des femmes, grâce à un projet de 1,5 million de dollars financé par le Fonds et exécuté par le PNUD et ONU-Femmes. Pour lutter contre la violence de proximité et faire face à la montée de la violence en bande organisée, des plateformes communautaires ont été créées dans 11 quartiers de Cité-Soleil grâce à un projet de 1,5 million de dollars exécuté par l'organisation Concern Worldwide, et des cellules de médiation locales ont encouragé la conclusion de cessez-le-feu entre bandes organisées et favorisé le dialogue local grâce à une initiative de l'UNOPS, du PNUD et du FNUAP. Par la suite, un nouveau conseil national d'assistance juridique et des bureaux associés dans 18 juridictions fourniront une aide juridictionnelle aux populations vulnérables tout en renforçant la coordination entre les acteurs judiciaires et le système pénal.

E. Asie et Pacifique

38. Les Kiribati, les Îles Marshall et les Tuvalu, petits États insulaires du Pacifique, ont analysé conjointement les risques en matière de sécurité climatique et adopté des priorités en accord avec les populations locales grâce à une initiative soutenue par le Fonds et exécutée par le PNUD et l'OIM. Une fois que les administrations régionales et les experts techniques auront approuvé ces priorités, chaque nation élaborera des profils climatiques et des estimations des risques et intégrera la sécurité climatique dans les plans nationaux d'adaptation grâce à une stratégie intergouvernementale visant à assurer la coordination régionale.

39. Aux Îles Salomon, un projet de 1,7 million de dollars exécuté par le PNUD et l'OIT a permis d'intégrer au Congrès national de la jeunesse 20 groupes composés de 500 jeunes issus de communautés marginalisées du pays. Les interactions entre jeunes et autorités locales rendues possibles par l'intégration de ces groupes ont montré aux chefs tribaux et religieux que les jeunes femmes et jeunes hommes étaient capables de régler efficacement les différends locaux et de pérenniser la paix. Ces résultats s'ajoutent au travail réalisé par plus de 200 femmes rurales, qui ont formellement soumis plus de 50 recommandations relatives à la révision du projet de loi sur la gouvernance traditionnelle et le droit coutumier avec le soutien d'un projet de 2,7 millions de dollars exécuté par le PNUD et ONU-Femmes.

40. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la stratégie du Fonds se fonde sur la promotion d'un dialogue continu entre le Gouvernement national et le Gouvernement autonome de Bougainville dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Bougainville. En 2021, trois réunions conjointes de consultation post-référendum entre les deux gouvernements ont été organisées grâce au soutien du Fonds et présidées par l'ONU. D'importants progrès ont été accomplis, et les parties se sont notamment entendues sur un plan d'action pour la suite du processus et se sont fixé pour objectif de parvenir à un règlement sur l'avenir politique de Bougainville entre 2025 et 2027. En outre, les dialogues organisés au sujet de la transition ont permis de préciser le processus et d'apaiser les craintes éventuelles de 6 552 personnes, dont des jeunes, des ex-combattants, des chefs et des représentants religieux. Dans la

région des Highlands, un projet de 4 millions de dollars mené par le PNUD, l'OIM, le FNUAP et ONU-Femmes aide sept communautés locales et leurs dirigeants à élaborer des plans de paix et de développement communautaires avec la participation de femmes, de jeunes, de personnes âgées et de personnes handicapées. À la suite de plusieurs activités de médiation dirigées par des femmes qui avaient été menées avec l'appui du Fonds, les communautés des provinces de Hela et des Southern Highlands ont reçu une formation de sensibilisation aux conflits et lancé des initiatives durables de développement décentralisé et participatif. Grâce au projet, 70 femmes ont participé au premier forum des femmes de Hela, à l'issue duquel un plan d'action pour la paix et la stabilité a été élaboré et le gouverneur de province s'est engagé à faire participer des femmes aux prochaines activités de médiation.

41. À Sri Lanka, le Fonds s'emploie à atténuer les tensions religieuses et les risques de conflit au niveau local. Grâce à un projet de 1,5 million de dollars exécuté par ONU-Femmes et l'UNOPS, 45 plans de développement villageois visant à réduire les tensions intercommunautaires liées aux risques environnementaux ont été élaborés en partenariat avec des jeunes et des femmes. Dans les districts touchés par les attentats du dimanche de Pâques 2019, 111 jeunes femmes de confessions différentes ont mené des initiatives de consolidation de la paix et noué des partenariats avec les autorités locales, améliorant ainsi la perception qu'ont les communautés du rôle des femmes dans la prévention des conflits. Grâce à un projet de 1,5 million de dollars porté par l'UNOPS et le HCDH, des organisations de terrain, des défenseurs et défenseuses des droits humains et des artistes ont suivi une formation dans le domaine de l'assistance juridique et, grâce à des liens renforcés avec la Commission d'aide juridictionnelle et l'Ordre des avocats de Sri Lanka, seront mieux à même de soutenir le dialogue, la médiation et les droits humains.

42. Au Myanmar, les effets combinés de la prise de pouvoir par l'armée en février, des problèmes préexistants liés à la pandémie, d'un ralentissement économique et de l'émergence de plusieurs groupes armés ont considérablement réduit la marge de manœuvre dans le domaine de la consolidation de la paix. Néanmoins, les efforts se sont poursuivis au niveau local. Dans la région de Magway et dans l'État mon, 36 jeunes d'appartenances culturelles diverses ont entrepris de lutter contre les idées fausses et préjudiciables en matière de droits humains, d'égalité des genres et de règlement des conflits à l'occasion de sessions de formation qui ont été suivies par 770 personnes. Dans les États mon, kayin et rakhine et dans la région de Mandalay, les femmes ont procédé à des exercices de cartographie des conflits et conçu des initiatives locales de consolidation de la paix pour répondre aux problèmes locaux immédiats. De plus, 3 342 jeunes formés à se servir des outils numériques et à porter un regard critique sur les contenus discriminatoires ou haineux en ligne ont piloté le premier algorithme en langue birmane, grâce auquel 11 000 propos haineux ont déjà été retirés d'Internet.

43. Aux Philippines, un projet de 3 millions de dollars exécuté par l'OIM, le FNUAP et ONU-Femmes vise à réintégrer les combattantes de la Brigade auxiliaire islamique de femmes du Bangsamoro et à renforcer la résilience des communautés ainsi que les mesures prises au niveau local en faveur de la médiation et de la sécurité. Grâce à ce projet, 200 anciennes combattantes démobilisées de la Brigade ont suivi une formation pour devenir des championnes de l'égalité des genres et de la paix et ont mené des discussions communautaires sur les facteurs de conflit et les possibilités de consolidation de la paix dans 80 communautés locales. Dans les régions de Datu Saudi Ampatuan et de South Upi, 13 des 15 communautés disposant de mécanismes de surveillance de la sécurité gérés conjointement par les forces de sécurité, les administrations locales et les communautés ont signalé que les forces locales menaient plus d'activités de maintien de la paix tenant compte des risques de conflit. Le projet a également aidé 17 administrations municipales de la même région à tenir

compte des priorités relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans les plans de développement et d'action pour l'égalité des genres qu'ils élaborent au niveau local.

F. Europe et Asie centrale

44. Au Kirghizistan, où il a récemment recommencé à investir, le Fonds a appuyé les efforts nationaux de prévention de l'extrémisme violent en coordination avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. Un projet de 3 millions de dollars mené par l'UNICEF, le HCDH, ONU-Femmes et le PNUD a permis de réviser les cadres juridiques et stratégiques nationaux de prévention de l'extrémisme violent afin qu'ils soient respectueux des droits humains et inclusifs sur le plan social et qu'ils tiennent compte des questions de genre. Il a également permis de renforcer les capacités des institutions chargées de l'application des lois et des institutions judiciaires en application des normes internationales relatives aux droits humains et de fournir une assistance juridique directe dans 191 affaires et des conseils dans 1 377 autres. Parallèlement, un projet de 1,7 million de dollars exécuté par l'ONUDC et le PNUD a appuyé l'action menée à l'échelle nationale pour systématiser les services de probation proposés aux délinquants condamnés pour extrémisme violent, dont il a facilité la réinsertion sociale. Le nombre d'incarcérations a ainsi été réduit de 20 %, jusqu'à 500 personnes ont bénéficié des services de probation et de réinsertion récemment mis en place et 527 peines ont été révisées sur la base d'une nouvelle loi d'amnistie soutenue par le Fonds. Grâce à un projet de 2,6 millions de dollars mené par le FNUAP, ONU-Femmes et l'UNICEF, 12 administrations locales ont consacré de nouvelles ressources aux questions ayant trait à la jeunesse, pour un total de près d'un million de dollars, tandis que 16 localités ont adopté des plans d'action pour la jeunesse afin de réduire les facteurs conduisant à l'extrémisme violent. Un projet de 1,45 million de dollars exécuté par l'OIM, l'OIT et ONU-Femmes a contribué à la promulgation d'un plan-cadre relatif à la politique migratoire nationale qui répond aux besoins des femmes et des filles migrantes. Les activités menées dans ce cadre ont contribué à promouvoir les droits économiques des femmes et leur participation, sur un pied d'égalité, à la prise de décision au niveau local, ce qui a conduit à l'adoption de plans de développement socioéconomique locaux et notamment à l'adoption d'initiatives de consolidation de la paix tenant compte des questions de genre dans six administrations locales.

45. Au Tadjikistan, le Fonds a appuyé les efforts nationaux de prévention de l'extrémisme violent en favorisant la participation des jeunes à la prise de décision au niveau local et en élargissant les perspectives économiques qui s'offrent à eux. Dans le cadre d'un projet de 2,25 millions de dollars exécuté par l'UNICEF, le PNUD et ONU-Femmes, 2 300 jeunes femmes et jeunes hommes se sont associés aux administrations locales des districts de Sharinav et de Baljuvan pour recenser les lacunes en matière de consolidation de la paix et déterminer conjointement 21 domaines prioritaires dont les lacunes ont ensuite été comblées dans le cadre de plans de développement locaux. Grâce à ce projet, 130 psychologues scolaires, prestataires de services éducatifs et de soins de santé et membres des forces de l'ordre ont reçu une formation visant à améliorer les services de santé mentale proposés aux adolescents à risque.

46. Dans les Balkans occidentaux, le Fonds épaulé les futurs dirigeants et dirigeantes en offrant aux jeunes femmes et aux jeunes hommes la possibilité d'engager des dialogues interethniques et de trouver des solutions à des problèmes communs par la recherche, le dialogue et la mise en œuvre d'initiatives locales. Grâce à une initiative régionale de 3,5 millions de dollars portée par le PNUD, l'UNICEF

et le FNUAP en partenariat avec l'Office régional de coopération pour la jeunesse, la perception qu'avaient les bénéficiaires des personnes d'autres horizons a connu une amélioration de 15 %. Ce résultat est le fruit d'un effort de deux ans qui a réuni plus de 500 jeunes dans le cadre de 15 initiatives visant à instaurer la confiance ; ces initiatives ont permis aux participants issus de communautés difficiles d'accès de surmonter les stéréotypes et de trouver des centres d'intérêt communs.

47. Dans le cadre d'une initiative régionale menée par le PNUD, l'UNICEF et l'UNESCO en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie, des jeunes, des femmes, des enseignants et des professionnels des médias ont organisé 19 dialogues nationaux et régionaux au cours desquels ils ont élaboré, à l'intention des autorités nationales, des recommandations visant à renforcer la compréhension et la confiance au niveau régional. L'évaluation finale a révélé que cette initiative avait favorisé l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeantes et dirigeants soucieux d'une plus grande coopération régionale et que l'intérêt des bénéficiaires pour la collaboration interethnique avait considérablement augmenté. Au Kosovo³, un projet de 2,7 millions de dollars exécuté par le PNUD, l'UNICEF et ONU-Femmes pour amener les jeunes à faire davantage confiance aux autres groupes ethniques et aux institutions de l'État a permis de réduire de 12 % le nombre de jeunes qui considéraient que les relations interethniques étaient tendues.

G. Moyen-Orient et Afrique du Nord

48. Au Liban, grâce à un projet de 3 millions de dollars mené par le PNUD, ONU-Femmes et le HCDH, le Gouvernement a créé une commission nationale pour les personnes disparues et les personnes victimes de disparition forcée et lancé un forum pour la mémoire et l'avenir. L'objectif de ce projet est d'encourager un dialogue intergénérationnel permettant d'aborder les conflits passés et de prévenir les conflits futurs en mettant en relation des universités locales, des professeurs d'histoire, des jeunes, des ex-combattants et des centaines d'hommes et de femmes ayant besoin d'un soutien psychosocial et d'une assistance juridique.

49. En Libye, le Fonds appuie la prévention des conflits et l'accès aux services de base de manière à réduire les tensions locales. Dans le cadre d'un projet de 2,9 millions de dollars exécuté par le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM, des formations et des subventions de lancement ont été fournies à plus de 1 500 jeunes de Syrte afin de renforcer la participation civique. Afin d'améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux services essentiels, le Ministère de l'intérieur s'est engagé à faire en sorte que les unités de protection des familles et des enfants soient plus adaptées aux enfants et tiennent davantage compte des questions de genre.

50. Malgré le conflit en cours au Yémen, le Fonds a soutenu les premières possibilités de construction de la paix afin de préparer le terrain en vue d'un éventuel accord de paix. Dans un contexte où 72 % des jeunes ont exprimé leur méfiance à l'égard des médias lors d'un récent sondage, plus de 500 jeunes ont produit et diffusé des contenus exprimant le point de vue des jeunes sur la crise en cours grâce à un projet mené par l'UNESCO et Radio Netherlands Worldwide Media. Ce projet s'est fait l'écho des jeunes femmes et des jeunes hommes par le biais d'enquêtes dites « baromètres » et du site Web intitulé « Road to Peace », tout en assurant la participation des femmes. De jeunes Yéménites ont également participé à la conférence régionale consacrée à l'éducation aux médias et à l'information, intitulée « Lighthouse Projects: Pioneering Media and Information Literacy Experiences in the

³ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999).

Arab World », et aux célébrations liées à la Journée mondiale de la liberté de la presse grâce au soutien apporté aux projets.

Tableau 2
Résultats d'ensemble du Fonds pour la consolidation de la paix (2020-2021)

<i>Domaines prioritaires</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie</i>	<i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie et pour lesquels des éléments montrent qu'ils contribuent à la consolidation de la paix</i>
Domaine prioritaire 1^a			
2021	29	79	34
2020	31	68	19
Domaine prioritaire 2^b			
2021	151	77	21
2020	160	76	23
Domaine prioritaire 3^c			
2021	16	88	31
2020	13	92	13
Domaine prioritaire 4^d			
2021	25	92	16
2020	17	71	20
Total pour 2021	221	80	23
Total pour 2020	221	75	19

Source : Évaluations de projets menées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, rapports périodiques et évaluations nationales indépendantes.

^a Réforme du secteur de la sécurité, état de droit, désarmement, démobilisation et réintégration, et dialogue politique.

^b Réconciliation, gouvernance démocratique, et prévention et gestion des conflits.

^c Emploi et accès équitable aux services sociaux.

^d Capacités de l'État, élargissement de l'autorité de l'État et gestion des ressources consacrées à la consolidation de la paix.

IV. Surveillance et gestion du Fonds pour la consolidation de la paix

A. Groupe consultatif

51. La deuxième année du mandat du sixième Groupe consultatif a été principalement axée sur le financement, la cohérence de l'action des Nations Unies et l'impact du Fonds au niveau national. À cet effet, le Groupe a appuyé la conférence sur la reconstitution des ressources du Fonds, qui a été organisée à un niveau élevé en janvier par le Secrétaire général, et a conseillé tout au long de l'année les États Membres, le Président de la Commission de consolidation de la paix et le Secrétaire général sur les moyens d'obtenir un financement plus prévisible, adéquat et durable pour le Fonds. Le Groupe a tenu des réunions de groupes de travail spécialisés, notamment des consultations avec le Bureau de la coordination des activités de

développement, et a participé à la visite virtuelle des donateurs du Fonds à Madagascar.

B. Budget et personnel

52. Conformément à la stratégie de croissance du Fonds, les dépenses consacrées au secrétariat du Fonds ont augmenté pour atteindre un montant estimé à 4,1 millions de dollars en 2021, le budget opérationnel continuant d'être financé exclusivement au moyen d'un prélèvement opéré sur les contributions des donateurs, comme prévu dans le mandat du Fonds. Pour maximiser l'efficacité et les ressources, le Fonds a continué de nouer des partenariats avec le programme des Volontaires des Nations Unies, le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires et, pour la première fois, un professeur invité, et de bénéficier de personnel détaché par le PNUD, ONU-Femmes et le HCDH.

53. Pour ce qui est de la réduction des coûts, les réunions virtuelles ont continué de remplacer la plupart des voyages, à l'exception de ceux liés au dialogue stratégique annuel du Fonds, qui s'est tenu avec les principaux donateurs en Suisse à la fin de l'été, et le personnel du Fonds a continué de voyager en classe économique pour ses déplacements professionnels. Le retour progressif au bureau a entraîné l'acquisition de fournitures essentielles visant à assurer la sécurité dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de matériel de visioconférence destiné aux espaces de travail hybrides.

C. Amélioration du suivi et de l'évaluation

54. Le Fonds a supervisé des évaluations finales indépendantes au Burundi et à Madagascar et dressé le bilan des enseignements tirés de son expérience à Sri Lanka. Au Burundi, l'évaluation a révélé que les capacités du Fonds en matière de gestion des risques lui avaient permis de poursuivre ses activités dans un contexte opérationnel de plus en plus difficile, alors même que les liens avec d'autres donateurs et certaines relations diplomatiques étaient rompus, et que le rôle du Président de la Commission de consolidation de la paix avait été essentiel pour maintenir le dialogue avec le Gouvernement et les autres acteurs politiques. À Madagascar, il a été constaté que, grâce au soutien du Fonds, les femmes étaient en mesure de mieux participer aux activités liées à la réforme du secteur de la sécurité, aux droits humains et à la consolidation de la paix au niveau local. Le soutien du Fonds a également permis de renforcer les capacités institutionnelles et sociales aux fins de la paix.

55. Pour la troisième année consécutive, le Fonds a continué de multiplier les évaluations au niveau des projets : il a garanti la qualité d'un nombre record de 86 évaluations de projets, soit plus du double du record de 2020 (36 évaluations). Ces évaluations ont permis de comprendre comment soutenir au mieux les communautés touchées par des conflits et serviront de base aux orientations qui seront établies sur le suivi et l'évaluation au niveau communautaire. Outre les examens thématiques susmentionnés, pour tirer des enseignements de son portefeuille de projets, le Fonds a fait réaliser sa deuxième étude de synthèse indépendante, qui a consisté en un examen des résultats obtenus en 2020. Les mesures prises par le Fonds pour donner suite aux recommandations de l'étude précédente, notamment l'introduction de nouveaux cadres stratégiques propres à tel ou tel pays et les investissements dans le suivi et l'évaluation au niveau des pays, ont bien été constatées dans cette deuxième étude, mais il a été conclu qu'il faudrait plus de temps pour que ces mesures fassent effet et il a été recommandé que des études de synthèse soient réalisées tous les deux ans pour mieux suivre les progrès. En 2022, le Fonds lancera une nouvelle base de

données consultable en ligne qui regroupera l'ensemble des évaluations, examens et études pour les rendre plus accessibles et pour favoriser l'application des enseignements tirés.

V. Conclusion

56. Les résultats obtenus en 2021 par les partenaires du Fonds pour la consolidation de la paix ont démontré que le système des Nations Unies était déterminé à donner la priorité à la consolidation de la paix, même en temps de crise. Les conflits et les turbulences politiques qui se sont produits dans le monde entier ont montré que la consolidation de la paix ne pouvait être mise en attente pendant que le monde était aux prises avec une pandémie. Malgré les dégâts causés par la COVID-19 – les pertes en vies humaines et la maladie, les difficultés rencontrées par toutes les institutions sur le plan des ressources humaines, la lourde charge financière et la réaffectation des budgets, ainsi que les innombrables difficultés logistiques –, l'année 2021 se classe, pour le Fonds, en première position en termes de niveau d'investissement dans la consolidation de la paix et en deuxième position en termes de contributions des donateurs. Le Fonds a œuvré dans ses domaines d'investissement prioritaires, à savoir la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix, les programmes transfrontières et la consolidation de la paix dans les phases de transition de la présence des Nations Unies. Il a continué d'innover, notamment en ce qui concerne les partenariats avec le secteur privé et le financement. Il a davantage investi dans des domaines qui ont pris de l'importance, notamment les élections pacifiques et la sécurité climatique.

57. En 2022, le Fonds aura besoin d'une nouvelle augmentation de ses ressources pour atteindre les objectifs ambitieux fixés dans sa stratégie ; il faudra notamment mieux répartir la charge financière et utiliser une partie des ressources mises en recouvrement de manière à améliorer la prévisibilité, accroître la mobilisation et promouvoir des activités transformatrices, axées sur la prévention et tenant compte des risques de conflit. Vers la fin de 2022, il faudra peut-être organiser, à un niveau élevé, une conférence sur la reconstitution des ressources à mi-parcours pour examiner les progrès accomplis par le Fonds à cet égard.